

FEDERATION DES ŒUVRES LAÏQUES 93

121, rue du Parc – 93130 Noisy le Sec

Siret 78550612200049

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

M. Brahim ZOUHRI

**Expert Comptable
Commissaire aux Comptes**

**18, place de la Halle - 95220 HERBLAY
Tél : 01 34 50 62 34**

FEDERATION DES ŒUVRES LAÏQUES 93

121, rue du Parc – 93130 Noisy le Sec

Siret 78550612200049

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

M. Brahim ZOUHRI

**Expert Comptable
Commissaire aux Comptes**

**18, place de la Halle - 95220 HERBLAY
Tél : 01 34 50 62 34**

Brahim ZOUHRI

Expert comptable diplômé
*Inscrit au Tableau de l'Ordre
des Experts comptables et Comptables agréés
de la région parisienne*

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Versailles

F.O.L. 93
121, rue du Parc
93130 Noisy le Sec

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos au 31/12/2024**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association F.O.L. 93 (Fédération des Œuvres Laiques 93) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



18, place de la Halle - 95220 HERBLAY

Téléphone : 01 34 50 62 34
Adresse e-mail : c.z.a@cza.fr

SIRET 394 505 242 00021 – Code APE 6920Z
N° TVA Intracommunautaire : FR17394505242
Membre d'une association agréée. Le règlement des honoraires par chèque est accepté

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée des responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à HERBLAY, le 12 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

Brahim ZOUHRI

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and curves, positioned over the printed name 'Brahim ZOUHRI'.

Annexe au rapport du commissaire aux comptes

Description détaillée des responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à HERBLAY, le 12 juin 2025
Le Commissaire aux comptes
Brahim ZOUHRI



LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FOL 93

Bilan au 31 décembre 2024

Ligue de l'enseignement-FOL 93	ACTIF			PASSIF	31-déc.-24	31-déc.-23
	31-déc.-24					
	BRUT	AMORT., DEPRE.,	NET			
ACTIF IMMOBILISE				FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles				Fonds propres sans droit de reprise		
Frais d'établissement				Fonds propres statutaires		
Frais de recherche et de développement				Fonds propres complémentaires		
Donation temporaire d'usufruit				Fonds propres avec droit de reprise		
Concessions, brevets , licences, marques, procédés, logiciels,				Fonds propres statutaires		
droits et valeurs similaires				Fonds propres complémentaires	78 337 €	78 337 €
Immobilisations incorporelles en cours				Ecart de réévaluation		
Avances et acomptes				Réserves		
Immobilisations corporelles				Réserves statutaires ou contractuelles		
Terrains				Réserves pour projet de l'entité		
Constructions				Autres	74 867 €	74 867 €
Installations techniques, matériel et outillage industriels				Report à nouveau	38 178 €	98 219 €
Immobilisations corporelles en cours	54 691 €	45 206 €	9 485 €	Excédent ou déficit de l'exercice	2 942 €	-60 041 €
Avances et acomptes				Situation nette (sous total)		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				Fonds propres consommables		
Immobilisations financières				Subventions d'investissement		
Participations et créances rattachées				Provisions réglementées		
Autres titres immobilisés				TOTAL I	194 324 €	191 382 €
Prêts						
Autres	17 156 €	- €	17 156 €	FONDS REPORTS ET DEDIES		
				Fonds reportés liés aux legs ou donations		
				Fonds dédiés	42 585 €	52 483 €
TOTAL I	71 847 €	45 206 €	26 641 €	TOTAL II	42 585 €	52 483 €
ACTIF CIRCULANT				PROVISIONS		
Stocks et en-cours				Provisions pour risques	2 536 €	2 536 €
Créances d'exploitation				Provisions pour charges	55 629 €	136 575 €
Créances clients, usagers et comptes rattachés				TOTAL III	58 165 €	139 111 €
Créances reçues par legs ou donations				DETTES		
Autres	161 779 €	53 264 €	108 516 €	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
				Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	307 404 €		307 404 €	Emprunts et dettes financières diverses		
	2 000 €		2 000 €	Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	123 586 €	129 720 €
Valeur mobilière de placement				Dettes des legs ou donations		
Instruments de trésorerie	187 846 €		187 846 €	Dettes fiscales et sociales	187 064 €	103 746 €
Disponibilités	42 940 €		42 940 €	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Charges constatées d'avance				Autres dettes	15 847 €	11 801 €
				Instrument de trésorerie		
TOTAL II	701 970 €	53 264 €	648 706 €	Produits constatés d'avances	53 776 €	52 889 €
Frais d'émission des emprunts (III)				TOTAL IV	380 273 €	298 156 €
Primes de remboursement des emprunts (IV)				Ecart de conversion Passif (V)		
Ecart de conversion Actif (V)						
				TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	675 346 €	681 132 €

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FOL 93
Compte de résultat au 31 décembre 2024

	31/12/24	31/12/23	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	22 508 €	22 580 €	-72	-0,32 %
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	102 915 €	97 679 €	5 236	5,36 %
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitations	623 996 €	659 847 €	-35 851	-5,43 %
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	144 351 €	172 417 €	-28 066	-16,28 %
Utilisation des fonds dédiés	20 898 €	50 251 €	-29 353	-58,41 %
Autres produits	5 142 €	48 493 €	-43 351	-89,40 %
TOTAL I	919 810	1 051 267	-131 457	-12,50 %
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	308 423 €	341 685 €	-33 262	-9,73 %
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	25 277 €	27 360 €	-2 083	-7,61 %
Salaires et traitements	424 284 €	453 126 €	-28 842	-6,37 %
Charges sociales	163 635 €	154 783 €	8 852	5,72 %
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 538 €	6 662 €	-2 124	-31,88 %
Dotations aux provisions	9 825 €	82 438 €	-72 613	-88,08 %
Report en fonds dédiés	11 000 €	20 898 €	-9 898	-47,36 %
Autres charges	29 239 €	83 007 €	-53 768	-64,78 %
TOTAL II	976 221	1 169 959	-193 738	-16,56 %
1. Résultat d'exploitation (I - II)	-56 411	-118 692	62 281	-52,47 %
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	974 €	1 362 €	-388	-28,49 %
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL III	974	1 362	-388	-28,49 %
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	2			
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL IV	2	0	2	0,00 %
2. Résultat financier (III - IV)	972	1 362	-390	-28,63 %
3. Résultat courant (I - II + III - IV)	-55 439 €	-117 330	61 891	-52,75 %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opération de gestion	9 410 €	1 108 €	8 302	749,24 %
Sur opération en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	52 761 €	68 594 €	-15 833	-23,08 %
TOTAL V	62 171	69 702	-7 531	-10,80 %
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opération de gestion	3 789 €	12 414 €	-8 625	-69,47 %
Sur opération en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL VI	3 789	12 414	-8 625	-69,47 %
4. Résultat exceptionnel (V - VI)	58 381	57 288	1 093	1,91 %
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	982 955	1 122 332	-139 377	-12,42 %
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	980 013	1 182 373	-202 360	-17,11 %
EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 942 €	-60 041	62 983	-104,90 %
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL				

FÉDÉRATION
SEINE-SAINT-DENIS

la **ligue** de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

Ligue de l'enseignement-FOL 93

SIRET : 785 506 122 00049

NACE : 9499 Z

**ANNEXE
2024**

Au **BILAN** avant répartition de l'exercice clos le **31 décembre 2024**

dont le total est de **675 346 €**

et au **COMPTE DE RÉSULTAT** de l'exercice s'étendant du **1er janvier 2024** au **31 décembre 2024**

présenté sous forme de liste

dont le total des produits est de **982 955 €**

et dégageant **un excédent de 2 942 €**

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil fédéral du 28/04/2025

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
PRÉAMBULE	3
1 - PRINCIPES-REGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	4/5
2 - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN	
2.1 Actif immobilisé	6
2.2 Provisions & fonds dédiés	6/7
2.3 État des échéances des créances et des dettes	7
2.4 Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant	7
2.5 Produits à recevoir - Autres créances – Clients et comptes rattachés	7/8
2.6 Charges à payer	8
2.7 Charges constatées d'avance	8
2.8 Produits constatés d'avance	8
3 - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT	
3.1 Fonds dédiés	9
4 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
4.1 Engagements financiers	9
4.2 Dettes garanties par des sûretés réelles	9

PRÉAMBULE

Juridiquement et économiquement autonome, la Ligue de l'enseignement - FOL 93 est membre de la Ligue de l'Enseignement nationale qu'elle représente sur son territoire. Elle constitue avec l'ensemble des fédérations départementales la Confédération générale des œuvres laïques.

A l'article III : Objet de ces statuts :

La fédération, fondée en 1967, a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés du même esprit.

Mouvement d'Education Populaire, elle invite les femmes et les hommes à débattre et agir afin :

de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix.

de développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs.

de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :

- Pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens.
- pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

Dès lors, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

Article IV : Missions

Pour atteindre les buts définis par l'Article III, la Fédération, Mouvement d'Éducation Populaire, se donne pour mission d'être :

- un mouvement d'Éducation laïque qui concourt à la démocratisation, à l'extension et à l'amélioration du service public de l'Éducation Nationale sur le département de la Seine Saint-Denis, associant les collectivités locales et les citoyens dans le respect de la mixité sociale et de la diversité culturelle.
- un mouvement social fédérant des associations, des personnes morales et des adhérents à titre individuel, qui encourage toutes les initiatives individuelles et collectives, en vue de développer l'éducation tout au long de la vie, de favoriser l'engagement civique et de faire vivre la solidarité. Pour cela, elle suscite la création d'associations et d'institutions laïques éducatives, culturelles, sportives et sociales. Elle contribue à l'animation de ces associations et institutions et à la défense de leurs intérêts.
- un mouvement d'idées qui favorise la rencontre et le débat au service d'une meilleure compréhension des questions de société et pour exercer une pleine citoyenneté,
- une organisation de l'économie sociale qui promeut l'économie au service des hommes et des femmes et développe des activités s'inscrivant dans ce cadre tout en respectant son caractère à but non lucratif, notamment l'organisation de services éducatifs, sociaux et culturels, de voyages et séjours de vacances, d'activités sportives et de loisirs, d'actions de formation...

La Fédération participe à l'élaboration démocratique et à la mise en œuvre des politiques publiques d'éducation, de formation, d'action culturelle, sportive et sociale, en ce qu'elles favorisent sur le territoire départemental une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, des libertés fondamentales et du progrès de la démocratie.

1 - PRINCIPES-REGLES ET METHODES COMPTABLES

1 Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis pour la cinquième année selon le nouveau règlement (ANC 2018-06) qui succèdent au règlement CRC 99-01.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf, mention, les montants sont exprimés en euros.

2 Immobilisations corporelles et incorporelles

À la suite des nouvelles règles concernant l'évaluation des actifs, l'association Ligue de l'enseignement - FOL 93 n'a pas retenu la règles des composants. Les immobilisations sont évaluées à leurs coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires d'achat) ou bien à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Matériel de transport	de 2 à 5 ans
- Agencement, aménagement, installation technique	de 2,5 à 10 ans
- Matériel pédagogique	de 2 à 5 ans
- Matériel de bureau et mobilier	de 3 à 10 ans
- Matériel informatique	de 3 à 5 ans

3 Stocks

Non applicable

4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5 Disponibilités

Il s'agit des sommes disponibles pour l'association à la date de clôture de l'exercice.

6 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

7 Engagement en matière de retraite

Les nouvelles règles comptables renforcent le principe de comptabilisation des engagements retraite. Les « entreprises » ont la faculté de comptabiliser sous forme de provisions, le risque « indemnité retraite » ou bien de les mentionner en annexe. L'association a fait le choix d'inscrire les engagements retraites. Au 31/12/2024, le directeur général a fait valoir ces droits à la retraite. Ainsi, la provision retraite s'élève à **1 491,62 €** en 2024 contre 68 916,95 € en 2023, 116 673 € en 2022, pour 87 406 € en 2021, 65 966 € en 2020, 50 527 € en 2019 voir tableau provision point 3 page 6.

8 Effectifs

En 2024, 17 374 heures ont été rémunérées soit 9,55 ETP. Cette situation est due à des départs programmés, ainsi qu'à d'autres non programmés et des difficultés de recrutement de personnels sur le secteur vie association économie sociale et solidaire. Pour mémoire, entre 2022 et 2023, nous passons de 23 942 heures à 23 391 heures. Cela représentait pour la fédération 12,85 Etp contre 13,16 Etp en 2022, 13,29 Etp en 2021, 9,97 Etp en 2020, 9,63 Etp en 2019, 9,39 Etp en 2018, 10,53 ETP en 2017, 9,78 ETP en 2016. (Équivalent Temps Plein, il s'agit du total du nombre d'heures payées sur l'année divisé par le nombre d'heure annuelle d'une personne à temps plein soit 1820,04 heures). Entre 2022 et 2023, la moyenne horaire passe de 25,42 € à 27,42 € soit une augmentation moyenne de 7,86 %. En 2021 la moyenne horaire était de 23,60 € soit une augmentation moyenne de 7,7 % entre 2021 et 2022.

Au 31 décembre 2024, 10 personnes étaient en postes en CDI et cela à la suite de la rupture conventionnelle de Sabrina BITOUT, la démission de Cécile AFANYAN après un congés sabbatique de 11 mois pour un nouveau projet avec le Mouvement Associatif d'Île de France et le départ en retraite de Robert TURGIS qui occupait la fonction de directeur général.

	AU 31.12.2024	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
- Cadres *	5	7	7
- Agents de maîtrise			
- Techniciens	5	6	7
- Employés			

* l'avenant 182 de la convention éclat a eu entre autres pour incidence de modifier la classification des salarié.e.s. Désormais les personnes dont les missions correspondent à la catégorie G sont positionné dans la catégorie cadre.

9 Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance ont été valorisés suivant la méthode du prorata temporis.

2 - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

2.1. ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements essentiels ayant affecté les immobilisations corporelles se résument ainsi :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations corporelles	55 421 €		730 €	54 691 €
Immobilisations financières	17 156 €			17 156 €
TOTAL	72 577 €		730 €	71 847 €

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortiss. cumulés au début de l'exercice	Augmentation d'amortiss. de l'exercice	Diminution d'amortiss. de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations corporelles	41 398 €	4 538 €	730 €	45 206 €
Immobilisations financières	0 €			0 €
TOTAL	41 398 €	4 538 €	730 €	45 206 €

2.2. PROVISIONS

TABLEAU DES PROVISIONS				
Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
1. Provisions pour dépréciation des créances	51 146 €	8 334 €	6 216 €	(i) 53 264 €
2. Provisions pour risques	2 536 €	0	0	(j) 2 536 €
3. Provisions pour charges	136 575 €	1 492 €	82 437 €	(k) 55 629 €
4. Fonds dédiés	52 483 €	11 000 €	20 898 €	(l) 42 585 €
TOTAL	242 740 €	20 826 €	109 551 €	154 013 €

(i) provision pour dépréciation des créances concerne principalement les factures émises les années précédentes en direction des associations affiliées. Ces sommes n'ayant pas été recouvrées, nous avons provisionné celles-ci sans pour autant renoncer à recouvrer ces sommes

(j) La provision pour risque concerne le fonds de mutualisation de la LFEFP.

(k) Les provisions pour charges concernent :

- la provision de départ à la retraite des salarié.e.s de la fédération comme évoqué au point 7 page 5 de cette annexe.
- La provision pour le Fond Social Européen (FSE +) 2021.

(l) les fonds dédiés voir tableau ci-dessous

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES AU 31/12/2024

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursement		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours Des 2 dernières années
Subventions d'exploitation 19400000		A		B			
2021							
2021 VEILLEUR DE L'INFO	16 250,00 €					16 250,00 €	16 250,00 €
2022							
2022 VEILLEURS DE L'INFORMATION	15 335,00 €					15 335,00 €	15 335,00 €
2023							
2023 CITE EDUCATIVE ROMAINVILLE	6 380,00 €		6 380,00 €			0,00 €	0,00 €
/s total compte 19400000	37 965,00 €	0,00 €	6 380,00 €	0,00 €	0,00 €	31 585,00 €	31 585,00 €
19410000							
2023							
2023 DLA INGENIERIES INDIVIDUELLES	14 518,00 €		14 518,00 €			0,00 €	0,00 €
2024							
2024 DLA INGÉNIERIES INDIVIDUELLES	0,00 €	10 999,60 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	10 999,60 €	
/s total compte 19410000	14 518,00 €	10 999,60 €	14 518,00 €	0,00 €	0,00 €	10 999,60 €	0,00 €
TOTAL 2024	52 483,00 €	10 999,60 €	20 898,00 €	0,00 €	0,00 €	42 584,60 €	31 585,00 €

Selon le nouveau règlement (ANC 2018-06) qui succèdent au règlement CRC 99-01 nous avons inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur subventions attribuées » les soldes de subventions pour lesquels la réalisation finale du projet se réalisera l'année suivante sous la nouvelle présentation. Ce nouveau format propose également de faire apparaître dans le tableau des fonds dédiés les Contributions financières d'autres organismes ainsi que les ressources liées à la générosité du public. La fédération n'est pas concernée par ces lignes d'où leurs absence du tableau comme mentionné dans le nouveau règlement.

2.3. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Parmi les créances de l'actif circulant figurent à plus d'un an

- Dépôts et cautionnements versés **(c) 16 775 €**
 1. La caution pour nos locaux de Bobigny s'élève à 3.674 €
 2. Le fonds de mutualisation de la LFEPP représente 2.536 €,
 3. La caution pour la location de notre box s'élève à 107 €.
 4. La caution pour nos nouveaux locaux à Noisy Le Sec 10 458 €
- Part emprunts UCEL **381,12 €**

2.4. DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

La différence entre l'évaluation au bilan et l'évaluation au dernier prix du marché des stocks d'approvisionnement et de marchandises n'est pas jugée significative.

2.5. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES : 108 516 €

AUTRES CREANCES : 307 404 €

Elles comprennent pour l'essentiel les subventions que nous n'avons pas perçues au 31/12/2024 pour un montant de 293 708 € dont pour les 5 plus importantes :

- Caisse d'allocation familiale 2024 93 500 €
- FSE 2021 (DLA) 54 137 €
- Ligue de l'enseignement 2023 52 325 €
- Drieets (DLA) 23 746 €
- Caisse des dépôts et consignation (DLA) 70 000 €

Pour le projet DLA, nous sommes en attente des soldes de 2023 et du FSE 2021 soit 106 799 € ; Cela est dû aux tensions RH avec des départs et des arrivées. Celles-ci ont générées plus d'accompagnement que nous ne l'avions imaginé indépendamment de la difficulté à recruter les personnes.

La CAF apporte un soutien à la fédération y compris avec des financements pluriannuels. Au cours de l'année 2024, elle a renouvelé 3 subventions pluriannuelles qui arrivent à échéances en 2025 en prenant en compte les demandes d'augmentation. Pour un projet nous sommes sur une subvention annuelle et nous avons été retenu dans le cadre d'un appel à projet autour des valeurs de la république et de la Laïcité.

La CAF est dans une logique de service fait comme le FSE. Pour la Ligue de l'enseignement, le montant de l'enveloppe reste le même soit 16 % de l'enveloppe pour le rectorat de Créteil. Nous percevons un acompte de 50 % et le solde à N°1. Pour la Caisse des Dépôts et la DRIEETS nous percevons les soldes une fois les bilans remontés là aussi. Ainsi tant que l'action n'est pas réalisée et les bilans remontés, nous n'avons pas la trésorerie avec la nécessité de décaisser pour autant les sommes. Et faire l'avance sur les 6 premiers mois de l'année N+1 en attendant les soldes et les acomptes. Ainsi nous aurons à être vigilant sur les incidences des délais de remontée de bilan par les professionnels de la fédération puis d'instruction à N+1 pour la trésorerie de la fédération. prenant en compte la CAF et du FSE. Pour la CAF nous percevons les financements entre 6 et 10 mois après la fin de l'exercice.

Pour le FSE, nous sommes en attente des retours du FSE pour 2021. Cette attente est de notre fait l'ensemble des éléments attendu qui ont bougé entre temps pour boucler le dossier 2021-2023 n'étant pas remonté du fait des difficultés RH de la fédération évoquées précédemment. En fonction des dénouements du FSE 2021-2023 et sachant que nous n'avons pas eu à mobiliser de financement FSE+ en 2024 du fait de l'activité, nous aurons à statuer pour 2025 si nous mobilisons celui-ci. Parallèlement la fédération a perçu des acomptes de l'AVISE.

Le décalage du vote du budget 2025 par le parlement va accroître le moment où les services de l'état seront en possession de leur délégation de crédit et le moment où ils pourront engager le versement des subventions 2025.

2.6. CHARGES A PAYER

Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 123 586 €

- Il s'agit des différentes fournisseurs non réglés au 31/12/2024.

Dettes fiscales et sociales : 187 064 €

Autres dettes : 15 845 € (q) dont :

- différentes dettes auprès de structures dont des associations

2.7. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE : 42 940 € (s)

Il s'agit de factures reçues pour lesquelles une partie concerne l'exercice suivant ex-abonnement ou contrat de maintenance annuel ...

2.8. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE : 53 776 € (t)

Il s'agit de factures d'affiliations – adhésions enregistrées pour la saison 2024 – 2025 avant le 31 décembre et dont le produit sera inscrit pour former le résultat 2025 ainsi que factures pour les missions de service civique déployées au sein de nos membres et pour lesquelles la mission se déroule entre 2024 et 2025.

3 – COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. Engagements à réaliser sur ressources affectées : 42 585 € (n)

Voir tableau page 7.

Les 42 585 € sont des notifications de subventions pour lesquelles l'action n'a pu être conduites dans son intégralité soit parce que la notification est arrivée tardivement et nous n'avons pas pu intégrer cette bonne nouvelle dans le déploiement et le dimensionnement de l'action, ou encore parce que l'action a été programmée mais celle-ci a dû être déprogrammée pour différentes raisons ou encore parce que nous n'avons pas pu conduire les recrutements comme nous l'avions imaginé.

En 2024, nous avons réalisé un certain nombre d'actions en mobilisant les fonds dédiés des années antérieures au-delà de N-1. Nous avons inscrit de nouveaux fonds dédiés pour les seules ingénieries engagées dans le cadre du DLA 2024 mais non terminées au 31/12/2024 pour un montant de 10 999,60 €. Le montant était de 14 518 en 2023 pour le DLA et en 2022 nous étions à 14 650 €.

4 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

4.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS

- | | |
|-----------------------------|-------|
| - Avals et cautions donnés | NEANT |
| - Autres engagements donnés | NEANT |

4.2. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

- | | |
|---|-------|
| - Emprunts et dettes financières divers | NEANT |
|---|-------|

* * * * *

FEDERATION DES ŒUVRES LAÏQUES 93

121, rue du Parc – 93130 Noisy le Sec

Siret 78550612200049

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

M. Brahim ZOUHRI

**Expert Comptable
Commissaire aux Comptes**

**18, place de la Halle - 95220 HERBLAY
Tél : 01 34 50 62 34**

Brahim ZOUHRI

Expert comptable diplômé
*Inscrit au Tableau de l'Ordre
des Experts comptables et Comptables agréés
de la région parisienne*

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Versailles

F.O.L. 93
121, rue du Parc
93130 Noisy le Sec

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**
Assemblée d'approbation des comptes clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je dois vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont j'ai été avisé. Il n'entre pas dans ma mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Fait à HERBLAY, le 12 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

Brahim ZOUHRI

18, place de la Halle - 95220 HERBLAY

Téléphone : 01 34 50 62 34
Adresse e-mail : c.z.a@cza.fr

SIRET 394 505 242 00021 – Code APE 6920Z
N° TVA Intracommunautaire : FR17394505242
Membre d'une association agréée. Le règlement des honoraires par chèque est accepté.